



*XXXV<sup>e</sup> SESSION*  
*Paris, 3 au 6 juillet 2009*

---

## **RAPPORT**

fait au nom du

**Réseau des Femmes Parlementaires**

par

Madame Stéphanie Vallée  
(Québec)

rapporteure

sur

*Suivi de la mise en œuvre de la Convention sur l'élimination de toutes les  
formes de discrimination à l'égard des femmes (cedef) et de son protocole  
facultatif*



Madame la Présidente, chères collègues,

Comme vous le savez, depuis sa création, le Réseau des femmes parlementaires de la Francophonie a posé plusieurs actions pour faire connaître la *Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes* (CEDEF) et pour en favoriser l'application dans les différentes régions de l'espace francophone. À ce jour, le Réseau des femmes a adopté 5 rapports de suivi et tenu 7 séminaires d'information et de sensibilisation sur le thème de la CEDEF. Lors du dernier séminaire qui a eu lieu à Kinshasa, les 30 et 31 mars 2009, les parlementaires présentes ont déploré « la lenteur dans la mise en œuvre de la CEDEF » et se sont engagées à jouer pleinement leur rôle « en mettant en place des mécanismes de plaidoyer et de vulgarisation pour le suivi de la mise en œuvre de la CEDEF ». La déclaration adoptée à l'issue de ce séminaire est placée à l'annexe 1.

De toute évidence, les différentes actions posées par le Réseau en faveur de la mise en œuvre de cette importante Convention ont bénéficié à un grand nombre de femmes parlementaires au fil des ans. C'est donc avec plaisir que je poursuis les efforts déjà accomplis en ce sens et que je vous présente aujourd'hui un sixième projet de rapport de suivi.

À titre de rappel, la CEDEF a été adoptée le 18 décembre 1979 par l'Organisation des Nations Unies et elle est entrée en vigueur le 3 septembre 1981. Son protocole facultatif est entré en vigueur le 22 décembre 2000 dans le but de favoriser un plus grand respect des dispositions de la Convention.

À ce jour, le nombre d'États parties à la Convention est de 186. Cela représente plus de 90 % des pays membres des Nations Unies et 100 % des pays de la Francophonie. Par ailleurs, on compte 97 États parties au Protocole facultatif à la CEDEF, dont 28 sont des États des sections membres, associées et des observateurs de l'APF. Depuis la dernière réunion du Réseau, à Québec, en juillet 2008, il y a eu 5 nouvelles adhésions au Protocole facultatif par les États des sections de l'APF : le Congo, Maurice, le Rwanda, la Suisse et la Tunisie. Vous trouverez à l'annexe 2 du présent document un tableau de l'état des signatures et des ratifications de la CEDEF et de son Protocole facultatif par les États membres de la Francophonie.

Il importe par ailleurs de rappeler que parmi l'ensemble des traités internationaux en matière de droits humains, la CEDEF est l'un de ceux qui enregistrent le plus grand nombre de réserves et pour lequel les réserves vont le plus souvent à l'encontre des droits énoncés. Douze de nos États ont émis de telles réserves. Face à ce constat, les membres du Comité directeur du Réseau des

femmes parlementaires réunies au Cambodge, en février dernier, ont souhaité être informées des différentes réserves émises par les États membres de la Francophonie. C'est pour répondre à cette demande que j'ai placé à l'annexe 3 du présent document la liste de ces réserves, liste tirée du site Internet de l'Organisation des Nations Unies, malheureusement uniquement disponible en anglais. Je vous invite à en prendre connaissance et à réfléchir sur les actions qui pourraient être posées pour inciter les États concernés à retirer ces réserves.

Enfin, comme vous le savez, la mise en oeuvre de la CEDEF est supervisée par le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, qui a pour mission d'examiner les progrès qu'accomplissent les États parties dans l'application de la Convention. En fait de suivi, les États parties doivent produire un rapport au plus tard un an après avoir adhéré à la Convention, puis tous les quatre ans, ou à la demande du Comité.

Vous trouverez à l'annexe 4 du document remis un tableau qui fait état des derniers rapports soumis en vertu de la CEDEF. Depuis la réunion de juillet 2008, sept de nos États ont remis un tel rapport qui a été examiné par le Comité. Ces États sont l'Arménie, la Belgique, le Cameroun, le Canada, Haïti, la Lituanie et le Rwanda. Les rapports examinés et les conclusions du Comité suite à cet examen peuvent être consultés à l'adresse mentionnée en bas de page.<sup>1</sup> J'encourage les membres concernées à examiner le rapport présenté par leur État et les conclusions du Comité, et à y donner suite de manière adéquate dans leur institution respective.

Le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes se réunira à nouveau du 20 juillet au 7 août 2009, notamment pour examiner les rapports de la Guinée Bissau, du Laos et de la Suisse. En 2010, le Comité a prévu l'examen de 19 rapports, dont celui de l'Albanie, de l'Égypte, de la République centrafricaine et des Seychelles. Nous suivrons avec intérêt les travaux du Comité à cet effet.

Enfin, les membres du Réseau dont les États présenteront prochainement des rapports pourraient, si elles le souhaitent, nous informer des points saillants de ce rapport ainsi que des conclusions du Comité suite à son examen dans leur État respectif. Cette démarche nous permettrait de suivre de plus près les travaux du Comité et d'être mieux informées de l'état de la mise en oeuvre de la Convention dans les différents pays de la Francophonie.

Je vous remercie de votre attention.

---

<sup>1</sup> Site officiel du Bureau du Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme  
<http://www2.ohchr.org/english/bodies/cedaw/sessions.htm>

## ANNEXE 1

### DÉCLARATION

**Nous, femmes et hommes parlementaires de la RDC, du Burundi, du Canada, de la Centrafrique, de la Suisse, du Tchad et de la Vallée d'Aoste, participants au séminaire du réseau des femmes parlementaires de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie sur la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et le rôle des femmes parlementaires dans la résolution des conflits dans l'espace francophone ces 30 et 31 mars 2009 à Kinshasa,**

- **reconnaissons** le rôle des femmes parlementaires dans la recherche des solutions justes aux défis imposés par les conflits dans le monde en général et en Afrique en particulier ;
- **constatons** que l'accroissement du rôle des femmes dans la résolution des conflits passe par leur présence plus grande dans les instances de décision, ainsi qu'il résulte des dispositions de la CEDEF ;
- **déplorons** la lenteur observée dans la mise en œuvre de la CEDEF aggravée par la non ratification par certains Etats du Protocole Facultatif à la CEDEF, qui en permet une application plus effective ;
- **soulignons** que les situations de conflits ne dispensent pas nos Etats Parties de leurs obligations liées à la CEDEF ;
- **exhortons** nos Etats à traduire davantage leur volonté politique dans les budgets alloués aux programmes, stratégies, et politiques visant à la mise en œuvre des droits de la femme couverts par la CEDEF ;
- **nous engageons** à jouer pleinement notre rôle parlementaire en mettant en place des mécanismes de plaidoyer et de vulgarisation pour le suivi de la mise en œuvre de la CEDEF.
- **invitons** l'OIF et nos autres partenaires au développement à nous appuyer dans le déploiement de dynamiques sous-régionales pour une mise en œuvre et un suivi efficaces et durables de la CEDEF.

Fait à Kinshasa, le 31 mars 2009

## ANNEXE 2

### État des signatures et des ratifications

#### *Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDEF) et de son Protocole facultatif*

#### SECTIONS MEMBRES, ASSOCIÉES ET OBSERVATEURS DE L'APF

| SECTIONS MEMBRES  | CEDEF                     | RÉSERVES | PROTOCOLE FACULTATIF                   |
|---|---------------------------|----------|--|
| Belgique  | Signature et ratification |          | Signature et ratification (17/06/2004) |
| Bénin   | Signature et ratification |          | Signature (20/05/2005)                 |
| Burkina Faso  | Signature et ratification |          | Signature et ratification (10/10/2005) |
| Burundi   | Signature et ratification |          | Signature (13/11/2001)                 |
| Cambodge  | Adhésion                  |          | Signature (11/11/2001)                 |
| Cameroun  | Adhésion                  |          | Adhésion (07/01/2005)                  |
| Canada  | Signature et ratification |          | Adhésion (18/10/2002)                  |
| Cap-Vert  | Adhésion                  |          |  |
| Comores   | Adhésion                  |          |  |
| Congo   | Signature et ratification |          | Signature (29/11/2008)                 |
| Côte d'Ivoire<br>(section non reconnue<br>internationalement) | Signature et adhésion     |          |  |
| Égypte  | Signature et ratification | X        |  |
| France  | Signature et ratification | X        | Signature et ratification (09/06/2000) |
| Gabon   | Signature et ratification |          | Adhésion (05/11/2004)                  |
| Guinée  | Signature et ratification |          |  |
| Guinée-Bissau   | Signature et ratification |          | Signature (12/09/2000)                 |
| Guinée-Équatoriale  | Adhésion                  |          |  |
| Haïti   | Signature et ratification |          |  |
| Laos  | Signature et ratification |          |  |
| Liban   | Adhésion                  | X        |  |
| Luxembourg  | Signature et ratification |          | Signature et ratification (01/07/2003) |
| Madagascar  | Signature et ratification |          | Signature (07/09/2000)                 |
| Mali  | Signature et ratification |          | Adhésion (05/12/2000)                  |

| SECTIONS MEMBRES                 | CEDEF                     | RÉSERVES       | PROTOCOLE FACULTATIF                   |
|----------------------------------|---------------------------|----------------|--|
| Maroc                            | Adhésion                  | X <sup>2</sup> |  |
| Maurice                          | Adhésion                  | X              | Signature et ratification (31/10/2008) |
| Mauritanie                       | Adhésion                  | X              |  |
| Monaco                           | Adhésion                  | X              |  |
| Niger                            | Adhésion                  | X              | Adhésion (30/09/2004)                  |
| République arabe syrienne        | Adhésion                  | X              |  |
| République centrafricaine        | Adhésion                  |                |  |
| République démocratique du Congo | Signature et ratification |                |  |
| Rwanda                           | Signature et ratification |                | Adhésion (15/12/2008)                  |
| Sénégal                          | Signature et ratification |                | Signature et ratification (24/05/2000) |
| Seychelles                       | Adhésion                  |                | Signature (22/07/2002)                 |
| Suisse                           | Adhésion                  | X              | Signature et ratification (29/09/2008) |
| Tchad                            | Adhésion                  |                |  |
| Togo                             | Adhésion                  |                |  |
| Tunisie                          | Signature et ratification | X              | Adhésion (23/09/2008)                  |
| Vanuatu                          | Adhésion                  |                | Adhésion (17/05/2007)                  |
| Vietnam                          | Signature et ratification | X              |  |

| SECTIONS ASSOCIÉES                    | CEDEF                     | RÉSERVES | PROTOCOLE FACULTATIF                   |
|---------------------------------------|---------------------------|----------|--|
| Albanie                               | Adhésion                  |          | Adhésion (23/06/2003)                  |
| Andorre (Principauté d')              | Adhésion                  |          | Signature et ratification (14/10/2002) |
| Bulgarie                              | Signature et ratification |          | Signature et ratification (20/09/2006) |
| Ex-République Yougoslave de Macédoine | Succession                |          | Signature et ratification (17/10/2003) |
| Hongrie                               | Signature et ratification |          | Adhésion (22/12/2000)                  |
| Lituanie                              | Adhésion                  |          | Signature et ratification (05/08/2004) |
| Moldavie                              | Accession                 |          |  |
| Pologne                               | Signature et ratification |          | Adhésion (22/12/2003)                  |

<sup>2</sup> En décembre 2008, au Maroc, une déclaration royale annonçait la levée des réserves émises lors de la ratification de la CEDEF. À ce jour, le secrétaire général des Nations Unies n'a toutefois reçu aucun document officiel en ce sens.

| <b>SECTIONS ASSOCIÉES</b> | <b>CEDEF</b>              | <b>RÉSERVES</b> | <b>PROTOCOLE FACULTATIF</b>            |
|---------------------------|---------------------------|-----------------|--|
| Roumanie                  | Signature et ratification |                 | Signature et ratification (25/08/2003) |

| <b>OBSERVATEURS</b> | <b>CEDEF</b> | <b>RÉSERVES</b> | <b>PROTOCOLE FACULTATIF</b>            |
|---------------------|--------------|-----------------|--|
| Arménie             | Adhésion     |                 | Adhésion (14/09/2006)                  |
| Croatie             | Succession   |                 | Signature et ratification (07/03/2001) |
| Georgie             | Adhésion     |                 | Adhésion (30/07/2002)                  |
| Lettonie            | Adhésion     |                 |  |
| République Tchèque  | Succession   |                 | Signature et ratification (26/02/2001) |
| Serbie              | Succession   |                 | Adhésion (03/07/2003)                  |

Sources : [http://treaties.un.org/Pages/ViewDetails.aspx?src=TREATY&mtdsg\\_no=IV-8&chapter=4&lang=en](http://treaties.un.org/Pages/ViewDetails.aspx?src=TREATY&mtdsg_no=IV-8&chapter=4&lang=en) (2009/06/25)  
[http://treaties.un.org/Pages/ViewDetails.aspx?src=TREATY&mtdsg\\_no=IV-8-b&chapter=4&lang=en](http://treaties.un.org/Pages/ViewDetails.aspx?src=TREATY&mtdsg_no=IV-8-b&chapter=4&lang=en) (2009/06/25)



### ANNEXE 3

#### Réserves émises lors de la signature, de la ratification ou de l'adhésion à la *Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDEF)*<sup>3</sup>

\*\*\*\*\*

#### EGYPT

*Reservations made upon signature and confirmed upon ratification:*

[.....]

*In respect of article 16*

Reservation to the text of article 16 concerning the equality of men and women in all matters relating to marriage and family relations during the marriage and upon its dissolution, without prejudice to the Islamic *Sharia's* provisions whereby women are accorded rights equivalent to those of their spouses so as to ensure a just balance between them. This is out of respect for the sacrosanct nature of the firm religious beliefs which govern marital relations in Egypt and which may not be called in question and in view of the fact that one of the most important bases of these relations is an equivalency of rights and duties so as to ensure complementary which guarantees true equality between the spouses. The provisions of the *Sharia* lay down that the husband shall pay bridal money to the wife and maintain her fully and shall also make a payment to her upon divorce, whereas the wife retains full rights over her property and is not obliged to spend anything on her keep. The *Sharia* therefore restricts the wife's rights to divorce by making it contingent on a judge's ruling, whereas no such restriction is laid down in the case of the husband.

*In respect of article 29*

The Egyptian delegation also maintains the reservation contained in article 29, paragraph 2, concerning the right of a State signatory to the Convention to declare that it does not consider itself bound by paragraph 1 of that article concerning the submission to an arbitral body of any dispute which may arise between States concerning the interpretation or application of the Convention. This is in order to avoid being bound by the system of arbitration in this field.

*Reservation made upon ratification:*

*General reservation on article 2*

The Arab Republic of Egypt is willing to comply with the content of this article, provided that such compliance does not run counter to the Islamic *Sharia*.

#### FRANCE

*Upon signature:*

The Government of the French Republic declares that article 9 of the Convention must not be interpreted as precluding the application of the second paragraph of article 96 of the code of French nationality.

*[All other declarations and reservations were confirmed in substance upon ratification.]*

<sup>3</sup> Informations tirées du site officiel de l'Organisation des Nations Unies, présentées par ordre alphabétique des noms des États - [http://treaties.un.org/Pages/ViewDetails.aspx?src=TREATY&mtdsg\\_no=IV-8&chapter=4&lang=en](http://treaties.un.org/Pages/ViewDetails.aspx?src=TREATY&mtdsg_no=IV-8&chapter=4&lang=en) (2009/05/21)

*Upon ratification:*

*Declarations:*

The Government of the French Republic declares that the preamble to the Convention in particular the eleventh preambular paragraph contains debatable elements which are definitely out of place in this text.

The Government of the French Republic declares that the term "family education" in article 5 (b) of the Convention must be interpreted as meaning public education concerning the family and that, in any event, article 5 will be applied subject to respect for article 17 of the International Covenant on Civil and Political Rights and article 8 of the European Convention for the Protection of Human Rights and Fundamental Freedoms.

The Government of the French Republic declares that no provision of the Convention must be interpreted as prevailing over provisions of French legislation which are more favourable to women than to men.

*Reservations:*

.....

*Article 14*

1. The Government of the French Republic declares that article 14, paragraph 2 (c), should be interpreted as guaranteeing that women who fulfil the conditions relating to family or employment required by French legislation for personal participation shall acquire their own rights within the framework of social security.

2. The Government of the French Republic declares that article 14, paragraph 2 (h), of the Convention should not be interpreted as implying the actual provision, free of charge, of the services mentioned in that paragraph.

*Article 16 1 (g)*

The Government of the French Republic enters a reservation concerning the right to choose a family name mentioned in article 16, paragraph 1 (g), of the Convention.

*Article 29*

The Government of the French Republic declares, in pursuance of article 29, paragraph 2, of the Convention, that it will not be bound by the provisions of article 29, paragraph 1.

## **LEBANON**

*Reservations:*

The Government of the Lebanese Republic enters reservations regarding article 9 (2), and article 16 (1) (c) (d) (f) and (g) (regarding the right to choose a family name).

In accordance with paragraph 2 of article 29, the Government of the Lebanese Republic declares that it does not consider itself bound by the provisions of paragraph 1 of that article.

## **MAURITANIA**

### *Reservation:*

Having seen and examined the United Nations Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women, adopted by the United Nations General Assembly on 18 December 1979, have approved and do approve it in each and every one of its parts which are not contrary to Islamic Sharia and are in accordance with our Constitution.

## **MAURITIUS**

### *Reservation:*

"The Government of Mauritius does not consider itself bound by paragraph 1 of article 29 of the Convention, in pursuance of paragraph 2 of article 29."

## **MONACO**

### *Declarations:*

1. The implementation of the Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination Against Women does not affect the validity of conventions concluded with France.

2. The Principality of Monaco deems that the aims of the Convention are to eliminate all forms of discrimination against women and to guarantee every individual, irrespective of gender, equality before the law, when the aforementioned aims are in line with the principles stipulated in the Constitution.

3. The Principality of Monaco declares that no provision in the Convention can be interpreted as impeding the provisions of the laws and regulations of Monaco that are more favourable to women than to men.

### *Reservations:*

1. The ratification of the Convention by the Principality of Monaco shall have no effect on the constitutional provisions governing the succession to the throne.

2. The Principality of Monaco reserves the right not to apply the provisions of Article 7, paragraph b, of the Convention regarding recruitment to the police force.

3. The Principality of Monaco does not consider itself bound by the provisions of Article 9 which are not compatible with its nationality laws.

4. The Principality of Monaco does not consider itself bound by Article 16, paragraph 1 (g), regarding the right to choose one's surname.

5. The Principality of Monaco does not consider itself bound by Article 16, paragraph 1 (e), to the extent that the latter can be interpreted as forcing the legalization of abortion or sterilization.

6. The Principality of Monaco reserves the right to continue to apply its social security laws which, in certain circumstances, envisage the payment of certain benefits to the head of the household who, according to this legislation, is presumed to be the husband.

7. The Principality of Monaco declares, in conformity with the provisions of Article 29, paragraph 2, that it does not consider itself bound by the provisions of the first paragraph of this article.

## **MOROCCO**

### *Declarations:*

#### *1. With regard to article 2:*

The Government of the Kingdom of Morocco express its readiness to apply the provisions of this article provided that:

- They are without prejudice to the constitutional requirement that regulate the rules of succession to the throne of the Kingdom of Morocco;

- They do not conflict with the provisions of the Islamic Shariah. It should be noted that certain of the provisions contained in the Moroccan Code of Personal Status according women rights that differ from the rights conferred on men may not be infringed upon or abrogated because they derive primarily from the Islamic Shariah, which strives, among its other objectives, to strike a balance between the spouses in order to preserve the coherence of family life.

#### *2. With regard to article 15, paragraph 4:*

The Government of the Kingdom of Morocco declares that it can only be bound by the provisions of this paragraph, in particular those relating to the right of women to choose their residence and domicile, to the extent that they are not incompatible with articles 34 and 36 of the Moroccan Code of Personal Status.

### *Reservations:*

#### *1. With regard to article 9, paragraph 2:*

The Government of the Kingdom of Morocco makes a reservation with regard to this article in view of the fact that the Law of Moroccan Nationality permits a child to bear the nationality of its mother only in the cases where it is born to an unknown father, regardless of place of birth, or to a stateless father, when born in Morocco, and it does so in order to guarantee to each child its right to a nationality. Further, a child born in Morocco of a Moroccan mother and a foreign father may acquire the nationality of its mother by declaring, within two years of reaching the age of majority, its desire to acquire that nationality, provided that, on making such declaration, its customary and regular residence is in Morocco.

#### *2. With regard to article 16:*

The Government of the Kingdom of Morocco makes a reservation with regard to the provisions of this article, particularly those relating to the equality of men and women, in respect of rights and responsibilities on entry into and at dissolution of marriage. Equality of this kind is considered incompatible with the Islamic Shariah, which guarantees to each of the spouses rights and responsibilities within a framework of equilibrium and complementary in order to preserve the sacred bond of matrimony.

The provisions of the Islamic Shariah oblige the husband to provide a nuptial gift upon marriage and to support his family, while the wife is not required by law to support the family.

Further, at dissolution of marriage, the husband is obliged to pay maintenance. In contrast, the wife enjoys complete freedom of disposition of her property during the marriage and upon its dissolution without supervision by the husband, the husband having no jurisdiction over his wife's property.

For these reasons, the Islamic Shariah confers the right of divorce on a woman only by decision of a Shariah judge.

### *3. With regard to article 29:*

The Government of the Kingdom of Morocco does not consider itself bound by the first paragraph of this article, which provides that Any dispute between two or more States Parties concerning the interpretation or application of the present Convention which is not settled by negotiation shall, at the request of one of them, be submitted to arbitration.

The Government of the Kingdom of Morocco is of the view that any dispute of this kind can only be referred to arbitration by agreement of all the parties to the dispute.

## **NIGER**

### *Reservations:*

#### *Article 2, paragraphs (d) and (f)*

The Government of the Republic of the Niger expresses reservations with regard to article 2, paragraphs (d) and (f), concerning the taking of all appropriate measures to abolish all customs and practices which constitute discrimination against women, particularly in respect of succession.

#### *Article 5, paragraph (a)*

The Government of the Republic of the Niger expresses reservations with regard to the modification of social and cultural patterns of conduct of men and women.

#### *Article 15, paragraph 4*

The Government of the Republic of the Niger declares that it can be bound by the provisions of this paragraph, particularly those concerning the right of women to choose their residence and domicile, only to the extent that these provisions refer only to unmarried women.

#### *Article 16, paragraph 1 (c), (e) and (g)*

The Government of the Republic of the Niger expresses reservations concerning the above-referenced

provisions of article 16, particularly those concerning the same rights and responsibilities during marriage and at its dissolution, the same rights to decide freely and responsibly on the number and spacing of their children, and the right to choose a family name.

The Government of the Republic of the Niger declares that the provisions of article 2, paragraphs (d) and (f), article 5, paragraphs (a) and (b), article 15, paragraph 4, and article 16, paragraph 1 (c), (e) and (g), concerning family relations, cannot be applied immediately, as they are contrary to existing customs and practices which, by their nature, can be modified only with the passage of time and the evolution of society and cannot, therefore, be abolished by an act of authority.

#### *Article 29*

The Government of the Republic of the Niger expresses a reservation concerning article 29, paragraph 1, which provides that any dispute between two or more States concerning the interpretation or application of the present Convention which is not settled by negotiation shall, at the request of one of them, be submitted to arbitration.

In the view of the Government of the Niger, a dispute of this nature can be submitted to arbitration only with the consent of all the parties to the dispute.

#### *Declaration*

The Government of the Republic of the Niger declares that the term "family education" which appears in article 5, paragraph (b), of the Convention should be interpreted as referring to public education concerning the family, and that in any event, article 5 would be applied in compliance with article 17 of the International Covenant on Civil and Political Rights.

### **SWITZERLAND**

.....

*(b) Reservation concerning article 16, paragraph 1 (g):*

Said provision shall be applied subject to the regulations on family name (Civil Code, article 160 and article 8 (a), final section);

*(c) Reservation concerning article 15, paragraph 2, and article 16, paragraph 1 (h):*

Said provisions shall be applied subject to several interim provisions of the matrimonial regime (Civil Code, articles 9 (e) and 10, final section).

### **SYRIAN ARAB REPUBLIC**

*Reservation:*

..... subject to reservations to article 2; article 9, paragraph 2, concerning the grant of a woman's nationality to her children; article 15, paragraph 4, concerning freedom of movement and of residence and domicile; article 16, paragraph 1 (c), (d), (f) and (g), concerning equal rights and responsibilities during marriage and at its dissolution with regard to guardianship, the right to choose a family name, maintenance and adoption; article 16, paragraph 2, concerning the legal effect of the betrothal and the marriage of a child, inasmuch as this provision is incompatible with the provisions of the Islamic Shariah; and article 29, paragraph 1, concerning arbitration between States in the event of a dispute.

The accession of the Syrian Arab Republic to this Convention shall in no way signify recognition of Israel or entail entry into any dealings with Israel in the context of the provisions of the Convention..

## **TUNISIA**

### *1. General declaration:*

The Tunisian Government declares that it shall not take any organizational or legislative decision in conformity with the requirements of this Convention where such a decision would conflict with the provisions of chapter I of the Tunisian Constitution.

### *2. Reservation concerning article 9, paragraph 2:*

The Tunisian Government expresses its reservation with regard to the provisions in article 9, paragraph 2 of the Convention, which must not conflict with the provisions of chapter VI of the Tunisian Nationality Code.

### *3. Reservation concerning article 16, paragraphs (c), (d), (f), (g) and (h):*

The Tunisian Government considers itself not bound by article 16, paragraphs (c), (d) and (f) of the Convention and declares that paragraphs (g) and (h) of that article must not conflict with the provisions of the Personal Status Code concerning the granting of family names to children and the acquisition of property through inheritance.

### *4. Reservation concerning article 29, paragraph 1:*

The Tunisian Government declares, in conformity with the requirements of article 29, paragraph 2 of the Convention, that it shall not be bound by the provisions of paragraph 1 of that article which specify that any dispute between two or more States Parties concerning the interpretation or application of the present Convention which is not settled by negotiation shall be referred to the International Court of Justice at the request of any one of those parties.

The Tunisian Government considers that such disputes should be submitted for arbitration or consideration by the International Court of Justice only with the consent of all parties to the dispute.

### *5. Declaration concerning article 15, paragraph 4:*

In accordance with the provisions of the Vienna Convention on the Law of Treaties, dated 23 May 1969, the Tunisian Government emphasizes that the requirements of article 15, paragraph 4, of the Convention on the Elimination of All forms of Discrimination against Women, and particularly that part relating to the right of women to choose their residence and domicile, must not be interpreted in a manner which conflicts with the provisions of the Personal Status Code on this subject, as set forth in chapters 23 and 61 of the Code.

## **VIET NAM**

### *Reservation:*

In implementing this Convention, the Socialist Republic of Viet Nam will not be bound by the provisions of paragraph 1 article 29.

## ANNEXE 4

### Derniers rapports soumis en vertu de la *Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDEF)*

#### SECTIONS MEMBRES, ASSOCIÉES ET OBSERVATEURS DE L'APF

| SECTIONS MEMBRES  | DERNIERS RAPPORTS SOUMIS                 | EXAMEN PAR LE COMITÉ DE L'ONU <sup>4</sup> |
|---|--|--|
| Belgique  | Sixième rapport                          | 42 <sup>e</sup> Session (2008)             |
| Bénin   | Premier au troisième rapports combinés   | 33 <sup>e</sup> Session (2005)             |
| Burkina Faso  | Quatrième et cinquième rapports combinés | 33 <sup>e</sup> Session (2005)             |
| Burundi   | Deuxième au quatrième rapports combinés  | 40 <sup>e</sup> Session (2008)             |
| Cambodge  | Premier au troisième rapports combinés   | 34 <sup>e</sup> Session (2006)             |
| Cameroun  | Troisième rapport                        | 43 <sup>e</sup> Session (2009)             |
| Canada  | Septième rapport                         | 42 <sup>e</sup> Session (2008)             |
| Cap-Vert  | Premier au sixième rapports combinés     | 36 <sup>e</sup> Session (2006)             |
| Comores   | Aucun                                    |  |
| Congo   | Premier au cinquième rapports combinés   | 28 <sup>e</sup> Session (2003)             |
| Côte d'Ivoire<br>(section non reconnue<br>internationalement) | Aucun                                    |  |
| Égypte  | Troisième au cinquième rapports          | 24 <sup>e</sup> Session (2001)             |
| France  | Sixième rapport                          | 40 <sup>e</sup> Session (2008)             |
| Gabon   | Deuxième au cinquième rapports           | 32 <sup>e</sup> Session (2005)             |
| Guinée<br>(section suspendue)                                 | Troisième au sixième rapports combinés   | 39 <sup>e</sup> Session (2007)             |
| Guinée-Bissau   | Aucun                                    |  |
| Guinée-Équatoriale  | Quatrième et cinquième rapports combinés | 31 <sup>e</sup> Session (2004)             |
| Haïti   | Premier au septième rapports combinés    | 43 <sup>e</sup> Session (2009)             |
| Laos  | Premier au cinquième rapports combinés   | 32 <sup>e</sup> Session (2005)             |

<sup>4</sup> Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes de l'Organisation des Nations Unies  
N.B. Les rapports doivent être soumis dans l'année qui suit l'entrée en vigueur de la Convention dans un État donné, puis tous les quatre ans par la suite.



| <b>SECTIONS MEMBRES</b>           | <b>DERNIERS RAPPORTS SOUMIS</b>                   | <b>EXAMEN PAR LE COMITÉ DE L'ONU</b> |
|-----------------------------------|---|--------------------------------------|
| Liban                             | Troisième rapport                                 | 40 <sup>e</sup> Session (2008)       |
| Luxembourg                        | Cinquième rapport                                 | 40 <sup>e</sup> Session (2008)       |
| Madagascar<br>(section suspendue) | Cinquième rapport                                 | 42 <sup>e</sup> Session (2008)       |
| Mali                              | Deuxième au cinquième rapports                    | 34 <sup>e</sup> Session (2006)       |
| Maroc                             | Troisième et quatrième rapports                   | 40 <sup>e</sup> Session (2008)       |
| Maurice                           | Troisième au cinquième rapports combinés          | 36 <sup>e</sup> Session (2006)       |
| Mauritanie<br>(section suspendue) | Rapport initial                                   | 38 <sup>e</sup> Session (2007)       |
| Monaco                            | Aucun   |                                      |
| Niger                             | Premier et deuxième rapports                      | 38 <sup>e</sup> Session (2007)       |
| République arabe syrienne         | Premier rapport                                   | 38 <sup>e</sup> Session (2007)       |
| République centrafricaine         | Aucun   |                                      |
| République démocratique du Congo  | Quatrième et cinquième rapports combinés          | 36 <sup>e</sup> Session (2006)       |
| Rwanda                            | Quatrième, cinquième et sixième rapports combinés | 43 <sup>e</sup> Session (2009)       |
| Sénégal                           | Deuxième rapport                                  | 13 <sup>e</sup> Session (1994)       |
| Seychelles                        | Aucun   |                                      |
| Suisse                            | Premier et deuxième rapports combinés             | 28 <sup>e</sup> Session (2003)       |
| Tchad                             | Aucun   |                                      |
| Togo                              | Premier au cinquième rapports combinés            | 34 <sup>e</sup> Session (2006)       |
| Tunisie                           | Troisième et quatrième rapports combinés          | 27 <sup>e</sup> Session (2002)       |
| Vanuatu                           | Premier au troisième rapports combinés            | 38 <sup>e</sup> Session (2007)       |
| Vietnam                           | Cinquième et sixième rapports combinés            | 37 <sup>e</sup> Session (2007)       |

| <b>SECTIONS ASSOCIÉES</b>             | <b>DERNIERS RAPPORTS SOUMIS</b>                   | <b>EXAMEN PAR LE COMITÉ DE L'ONU</b> |
|---------------------------------------|---|--------------------------------------|
| Albanie                               | Premier et deuxième rapports combinés             | 28 <sup>e</sup> Session (2003)       |
| Andorre (Principauté d')              | Rapport initial                                   | 25 <sup>e</sup> Session (2001)       |
| Bulgarie                              | Deuxième et troisième rapports combinés           | 18 <sup>e</sup> Session (1998)       |
| Ex-République Yougoslave de Macédoine | Premier au troisième rapports combinés            | 34 <sup>e</sup> Session (2006)       |
| Hongrie                               | Sixième rapport                                   | 39 <sup>e</sup> Session (2007)       |
| Lituanie                              | Troisième et quatrième rapports combinés          | 41 <sup>e</sup> Session (2008)       |
| Moldavie                              | Deuxième et troisième rapports combinés           | 36 <sup>e</sup> Session 2006         |
| Pologne                               | Quatrième, cinquième et sixième rapports combinés | 37 <sup>e</sup> Session (2007)       |
| Roumanie                              | Sixième rapport                                   | 35 <sup>e</sup> Session (2006)       |

| <b>OBSERVATEURS</b> | <b>DERNIERS RAPPORTS SOUMIS</b>          | <b>EXAMEN PAR LE COMITÉ DE L'ONU</b> |
|---------------------|--|--------------------------------------|
| Arménie             | Troisième et quatrième rapports combinés | 43 <sup>e</sup> Session (2009)       |
| Croatie             | Deuxième et troisième rapports combinés  | 32 <sup>e</sup> Session (2005)       |
| Georgie             | Deuxième et troisième rapports combinés  | 36 <sup>e</sup> Session (2006)       |
| Lettonie            | Premier au troisième rapports combinés   | 31 <sup>e</sup> Session (2004)       |
| République Tchèque  | Troisième rapport                        | 36 <sup>e</sup> Session (2006)       |
| Serbie              | Rapport initial                          | 38 <sup>e</sup> Session (2007)       |

Source : <http://www2.ohchr.org/english/bodies/cedaw/sessions.htm> (2009/06/25)